

Embargo:

mardi, 12 décembre 2006, 20h30

Seul le texte prononcé fait foi.



**Helvetia Latina
Soirée annuelle 2006**

Allocution de Micheline Calmy-Rey

**Conseillère fédérale
Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères**

**Paul Klee Zentrum, Berne
12 décembre 2006**

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés aux chambres fédérales,
Excellences,
Mesdames et Messieurs

C'est avec un grand plaisir que j'ai accepté votre invitation, chers membres et invités de Helvetia Latina, parce que Helvetia Latina se bat pour la défense de nos langues latines et minoritaires et parce que Helvetia Latina promeut le plurilinguisme dans notre pays. C'est là un engagement qui est également le mien comme représentante romande à l'exécutif fédéral. Mais aussi parce que je me reconnais dans la manière de procéder d'Helvetia Latina. Comme le disait votre président, le Conseiller national Ruey, dans son discours de l'année dernière à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de votre association, Helvetia Latina entend construire ; vous voulez être des constructeurs de ponts entre nos communautés. « Brückenbauer »: Voilà un terme que j'emploie fréquemment pour désigner le rôle, tel que je le perçois, de la Suisse dans le monde. C'est une démarche fondamentalement suisse que de constamment rechercher ce qui unit plutôt que de s'obstiner dans ce qui sépare. Cela est valable pour notre conduite dans les relations internationales, tout comme pour la façon dont nous assurons notre cohésion nationale dans le respect, voire même la célébration de notre diversité.

Je sais que les problèmes que nous devons appréhender sont complexes, interdépendants et en constante évolution. Aussi n'ai-je pas de solutions toutes faites à offrir. Ces solutions, nous devons les construire ensemble. Car j'ai la conviction profonde qu'au-delà de l'étalage spectaculaire de positions extrêmes et extrémistes, la clef de notre équilibre réside - encore et toujours - dans la recherche de solutions de consensus. Je reste plus que jamais persuadée qu'il existe des valeurs communes sur lesquelles nous sommes capables de bâtir et faire progresser une société respectueuse des différences. Pour cela, nous ne devons pas figer des fronts, camper sur des positions. Nous devons dialoguer. Qui dit dialogue, dit ouverture, échange, débat d'idées avec tous et toutes.

Je me trouve ainsi en parfaite communion d'esprit avec vous, tant par rapport à l'objectif de votre association que par rapport à sa démarche.

Mesdames et Messieurs,

Nous nous réunissons aujourd'hui dans le Centre Paul Klee, et il y a là peut-être un symbole. Klee a su poser de façon nouvelle le rapport des moyens techniques et du sens, notamment par des œuvres composées d'assemblage de touches et de tons : chaque touche a son identité propre et sa raison d'être. Mais l'œuvre elle-même réside dans l'ensemble : c'est lui qui donne une valeur, un sens et une cohésion. Si des disproportions étaient introduites dans un de ces tableaux, la cohérence de l'ensemble serait menacée. Il en est de même pour notre pays, composé de différentes langues, cultures, identités.

Nous avons chacun et chacune des identités différentes, des identités multiples. Je suis genevoise, valaisanne et un peu bernoise, je suis femme, romande et socialiste, issue d'une culture chrétienne, au cheminement laïc. Pourtant, en tant que Conseillère fédérale, je représente aussi des hommes, des alémaniques, des juifs, des musulmans et des athées et selon les circonstances, je peux me sentir proche d'un interlocuteur musulman arabe ou d'une interlocutrice chrétienne française.

On dit souvent que la Suisse n'est pas une nation comme les autres. Que ce qui l'unit c'est la volonté de vivre ensemble dans un pays qui se veut respectueux de chacun et de chacune et qui s'est construit autour d'institutions - la démocratie directe, le fédéralisme - qui permettent à nos différentes religions, cultures, langues de vivre ensemble harmonieusement. Nous avons misé sur ce qui nous unit et en même temps mis en avant notre diversité.

Nous avons cultivé les différentes natures linguistiques qui forment un projet politique commun dans la Confédération. Cette culture du plurilinguisme vécue est l'un des ciments de la cohésion nationale. C'est un trésor que nous devons choyer et je suis heureuse de constater qu'après la Thurgovie et le Schaffhouse, le peuple zurichois a opté pour le maintien de l'enseignement de deux langues étrangères à l'école primaire, dont une nationale.

Je dis aussi que, au-delà de l'apprentissage des langues nationales, il nous incombe de veiller à leur utilisation au niveau des institutions confédérales et de l'administration fédérale. J'entends par là l'utilisation, à pied d'égalité, de l'allemand – plus précisément le Hochdeutsch – et des langues minoritaires.

Dans cet esprit, j'endosse pleinement votre revendication d'une application effective des instructions du Conseil fédéral en faveur de la promotion du plurilinguisme. Cela demande une attention de tous les instants, car il ne suffit pas que les hauts fonctionnaires d'un département se mettent au français quand leur chef est francophone pour perdre ce réflexe dès qu'un Conseiller fédéral issu de la majorité linguistique du pays reprend la direction du même département. Qui plus est, l'italien ne bénéficie même pas de ces « printemps linguistiques » passagers. La promotion de la langue italienne et du fonctionariat italoophone est une préoccupation de première importance. La solidarité entre les minorités, principe sur lequel Helvetia Latina a été construite, est donc de rigueur, même si bon nombre de confédérés italophones préfèrent, dans leur contact outre-Gothard, la langue de Goethe à celle de Voltaire ou de Pascal Couchepin.

Mais si je parle, aujourd'hui, de la multiculturalité en Suisse, c'est aussi pour évoquer une situation nouvelle à laquelle nous nous voyons tous et toutes confrontés, auquel notre système dans son ensemble est confronté. En effet, la réalité de la multiculturalité actuelle ne se limite pas aux quatre cultures historiques. Le pourcentage de personnes qui ont une langue maternelle autre que nationale a presque quadruplé en 50 ans. Plus d'un tiers de la population étrangère a une langue principale autre que les quatre langues nationales. Et bon nombre de Suisses et de Suissesses, immigrés de la première ou deuxième génération, parlent encore la langue de leur pays d'origine ou celle de leur parents. Le serbo-croate, l'albanais, le portugais, l'espagnol, l'anglais et le turc sont aujourd'hui davantage parlé en Suisse que le romanche. Bien sûr, il s'agit là d'une réalité fluctuante et nous avons par exemple vu reculer la présence de l'espagnol et du portugais dans la décennie passée.

Reste en tout état de cause que la multitude de langues non nationales en Suisse nous met en présence d'autant de cultures qui, à travers la migration, se sont implantées en Suisse. En termes de multiculturalité, cette situation représente un défi pour tous les concernés: celui de l'intégration. La proportion de personnes étrangères vivant en Suisse est de 21%, chiffre supérieur à la moyenne en comparaison internationale. Le motif principal de l'immigration en Suisse a été et reste de pouvoir travailler. La venue de personnes qui demandent l'asile constitue une autre forme d'immigration, liée à des causes politiques, à la faim et à la misère. Et celle là vient de plus loin.

Les impulsions données par chaque rencontre entre peuples et cultures ont été de tous temps facteurs de progrès s'agissant de la recherche, des sciences, des arts et de l'économie. Le phénomène migratoire constitue donc un enrichissement pour notre communauté et sous l'angle démographique, elle est une nécessité.

Mais, outre les opportunités qu'elle offre, l'immigration présente aussi un défi: la rencontre entre des cultures différentes ne génère pas forcément l'innovation et la créativité. Il peut en découler des incompréhensions mutuelles et des peurs, de la concurrence et de la méfiance réciproque.

La question qui se pose alors à nous est celle-ci : Le génie de la cohérence et la convivialité confédérale sont-ils à même de répondre à ce défi ?

C'est parce que nous sommes forts de cette cohérence et de cette convivialité confédérale que nous nous ne devons pas craindre de faire face à cette nouvelle situation. Notre histoire est tout entière imprégnée de mouvements, d'émigration d'abord puis d'immigration. Nous sommes capables d'accompagner le changement et de rechercher de nouveaux équilibres sans perdre notre identité. Mais l'immigration est facilement la cause de tensions sociales entre les personnes immigrées et les personnes établies. A ce constat général s'ajoute, depuis les attaques terroristes à New York, Madrid et Londres, les discussions, disons-le la polémique liée à la cohabitation au quotidien avec une minorité musulmane. Ce type de problème est caractéristique des tensions générées par la coexistence de comportements et de traditions qui heurtent celles en vigueur en Suisse. Les différences entre cultures, langues, religions, traditions ont toujours été constitutives

de l'organisation humaine, à témoin les récits abrahamiques, ceux fondateurs des peuples de l'Océan pacifique, les théories des anthropologues ou des ethnologues. Les civilisations ne sont pas des entités homogènes qui existeraient hors de l'histoire. Plutôt, elles sont des références identitaires, culturelles et politique en constante situation d'interpénétration avec d'autres références civilisatrices, dont elles interprètent, reformulent ou rejettent les articulations.

Le soi et l'autre ont toujours été à la fois source de conflits et de convergences. Quand les relations deviennent trop agressives, certains cherchent systématiquement la faute chez l'autre, d'autres chez eux-mêmes. La première argumentation nous est bien connue et nous savons ce qu'elle a pu provoquer et provoquera encore. La deuxième argumentation n'est pas moins dangereuse, car elle fait de nous-mêmes, en l'occurrence l'Occident, le seul acteur du monde, les autres n'étant que spectateurs qui ne pourraient que subir les agissements du premier.

Les différences ethniques, culturelles ou religieuses ont le potentiel d'enrichir, mais aussi celui de détruire. Nous voici donc, en Suisse et dans le monde, face à la grande question de notre temps: Comment faire pour que nous puissions vivre ensemble dans la paix, la liberté et la dignité?

Dans les supermarchés de Zurich, Paris, Genève, Berlin ou Bâle, il y a des caissières qui portent un foulard sur la tête. Et nous, nous nous perdons en discussions pour savoir si le port du voile est un droit humain ou un signe de soumission. Et nous nous demandons: L'humanité aurait-elle perdu tout sens des valeurs? Existe-t-il des valeurs communes ? Des valeurs de médiation ?

Nous pouvons retracer l'histoire de la pensée de la liberté et de la justice – partie de Rousseau, elle se propage et, passant par Kant et Schiller, elle atteint Karl Barth et Albert Schweitzer, Karl Jaspers et Hannah Arendt. Tous plaident pour le dialogue entre les hommes, pour la recherche de valeurs communes, justes et contraignantes, et pour l'unité de la nature humaine, par delà les différences de cultures et de religions. Mais même au XXI^e siècle, l'existence d'une éthique commune à tous, que tous pourraient partager, quelle que soit leur race, leur origine, leur statut social, leur

sexe ou leur appartenance religieuse ou politique est une idée qui n'est ni assurée ni acceptée comme allant de soi et encore moins comme un banal acquis culturel.

Certes, nous pouvons appliquer la règle d'or: « *Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse.* » Toutes les cultures et toutes les religions connaissent cette idée de base selon laquelle nous définissons l'équité et la morale. Et avec Hannah Arendt nous pouvons dire que ma liberté s'arrête à la frontière de la liberté de mon prochain. Ce sont là de belles paroles, mais leur utilité est limitée car nous ne savons pas très précisément où commence ma liberté ni où elle finit.

Les valeurs ne poussent pas sur les arbres. Elles grandissent au cours d'un processus historique, elles naissent dans le discours, dans la pensée, dans la pratique politique, et dans la relation avisée avec la différence. Il nous faut débattre des valeurs, les étudier, les entretenir, les transmettre et, au besoin, les défendre et les assumer. En y regardant de plus près, vous verrez qu'il n'existe pas de valeurs occidentales qui ne seraient pas également des valeurs tout simplement humaines et donc communes à tous. L'unité de la nature humaine est universelle, aussi universelle que le besoin qu'ont les hommes et les femmes d'avoir des valeurs qui les guident, les orientent et protègent leur dignité. En ce sens, les sociétés d'Asie et d'Afrique n'ont pas à suivre le développement historique de l'Occident pour découvrir la nature universelle de ces valeurs. Les valeurs sont universelles, mais cela ne signifie pas quelles soient absolues. Les valeurs sont un idéal que poursuivent les sociétés et les individus – chacun à sa façon. Les modalités pour atteindre ces valeurs, les habitudes, les traditions et les pratiques peuvent changer dans le temps et dans l'espace. Les valeurs ne sont pas des prescriptions rigides qui interdiraient ou rendraient impossible toute interprétation ou aménagement autonome.

Revenant au foulard de la caissière, nous ne devrions pas considérer de façon trop étroite tous les signes et toutes les formes que prennent ces valeurs, ni toutes les règles religieuses et les dogmes par lesquels les êtres humains sont fidèles à leurs traditions ou protègent leur dignité. Les signes ne renvoient pas toujours à une signification qui serait unique. Et c'est vrai pour toutes les religions. La signification des signes, des pratiques et des règles peut varier – d'une personne à l'autre, d'une société à l'autre, d'une génération à l'autre. Les valeurs universelles se manifestent

dans une myriade de traditions et de perceptions culturelles. Ainsi, pourquoi certains proposent-ils de ne plus parler de Noël, pourquoi renoncer aux décorations ?

Pourquoi ne pas au contraire expliquer la signification de cette fête et de celle des autres, Rochachana pour les juifs, le Ramadan pour les musulmans. Notre société est multiculturelle, elle n'est pas acratopège, sans couleurs, ni odeurs.

Il est vrai que la présence de l'autre suscite souvent un sentiment de perte, perte de soi, du chez soi, comme le formule la sociologue turque Nilüfer Göle. Nous essayons souvent de réagir à ce sentiment de perte en dressant des frontières identitaires. Mais, ce faisant, l'autre devient encore davantage l'autre et les possibilités de retrouver du commun et de construire des liens diminue.

L'intégration ne va pas de soi. Elle exige un effort de tous et de toutes. C'est une responsabilité partagée. L'intégration, c'est finalement la possibilité, pour tous les habitants du pays, d'avoir les mêmes chances. Nous y serons parvenus quant il n'y aura plus de distinction notable dans nos statistiques entre les ressortissants suisses et les personnes de nationalité étrangères, que ce soit par rapport au degré de formation, au taux de chômage, à la dépendance de l'aide sociale, au risque de pauvreté, à l'invalidité, à la criminalité ou à l'état de santé. Il est bien évident qu'une telle politique nécessite toute une série de mesures. Le défi qu'on relevé nos père en mettant en place des institutions et des lois permettant aux Confédérés de vivre ensemble harmonieusement, s'étend aujourd'hui aux personnes venues d'ailleurs s'installer en Suisse.

Mais en tout état de cause, l'ordre constitutionnel est la base sur laquelle l'intégration doit se faire. Toutes les personnes qui vivent en Suisse doivent respecter notre ordre juridique et les règles de fonctionnement de notre société qui définissent le cadre de l'exercice des libertés individuelles. Et il existe des sanctions pour ceux qui ne le font pas. Il n'est pas justifié d'instaurer un régime particulier pour une communauté particulière. Nous ne l'avons jamais fait par rapport aux quatre communautés qui forment originellement la Confédération. Nous n'avons pas à le faire par rapport aux communautés immigrées.

Mesdames et Messieurs,

l'intégration des immigrants procède de la même démarche qui a été et qui reste la nôtre pour assurer le respect de nos minorités, l'épanouissement de nos cultures et la promotion de nos langues nationales. Misons sur notre cohésion nationale et les institutions qui la sous-tendent afin de réussir le défi de la protection des minorités, de la migration et de l'intégration.

J'encourage donc Helvetia Latina à poursuivre son action avec détermination et constance et je vous assure de mon soutien.

Je vous remercie de votre attention.